



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية . قوانين . أوامر ومراسيم
قرارات مقررات . منشير . إعلانات وبلاغات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : Secrétariat général du Gouvernement
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale	30 DA	50 DA	80 DA	Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9, et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 66-18-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER
Edition originale et sa traduction	70 DA	100 DA	150 DA (frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 1 dinar Edition originale et sa traduction, le numéro : 2 dinars — Numéro des années interviewées : 1,50 dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation Changement d'adresse : ajouter 1,50 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(TRADUCTION FRANÇAISE)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés des 7 octobre, 26 et 30 novembre et 3 décembre 1978 portant mouvement dans le corps des administrateurs (rectificatif), p. 75.

Arrêté du 16 décembre 1978 portant nomination de représentants de l'administration aux commissions paritaires des corps d'administration générale de moins de 20 agents, p. 75.

Arrêté du 14 janvier 1979 modifiant l'arrêté du 25 novembre 1978 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel en vue du renouvellement des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps interministériels, p. 77.

Arrêté du 22 janvier 1979 relatif aux modalités d'application du décret n° 76-136 du 23 octobre 1976 complétant les dispositions de l'article 3 du décret n° 67-137 du 31 juillet 1967 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents d'administration, p. 77.

SOMMAIRE (suite)

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- Décret n° 79-18** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'Aougrou, daïra de Timimoun, wilaya d'Adrar, p. 77.
- Décret n° 79-19** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Merane daïra de Bou Kader, wilaya d'El Asnam, p. 77.
- Décret n° 79-20** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, p. 78.
- Décret n° 79-21** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ouled Farès, daïra d'El Asnam, wilaya d'El Asnam, p. 78.
- Décret n° 79-22** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Zeboudja, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, p. 78.
- Décret n° 79-23** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, p. 79.
- Décret n° 79-24** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Larbaa, daïra de Laghouat, wilaya de Laghouat, p. 79.
- Décret n° 79-25** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Timzrit Il Matten, daïra de Sidi Aïch, wilaya de Béjaïa, p. 79.
- Décret n° 79-26** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souk El Tenine, daïra de Kherrata, wilaya de Béjaïa, p. 80.
- Décret n° 79-27** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Nédroma, daïra de Nédroma, wilaya de Tlemcen, p. 80.
- Décret n° 79-28** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sabra, daïra de Maghnia, wilaya de Tlemcen, p. 80.
- Décret n° 79-29** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souahlia, daïra de Ghazaouet, wilaya de Tlemcen, p. 80.
- Décret n° 79-30** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Chekfa, daïra de Taher, wilaya de Jijel, p. 81.
- Décret n° 79-31** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ferdjhoua, daïra de Ferdjhoua, wilaya de Jijel, p. 81.
- Décret n° 79-32** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Jijel, daïra de Jijel, wilaya de Jijel, p. 81.
- Décret n° 79-33** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sidi Marouf, daïra d'El Millia, wilaya de Jijel, p. 82.
- Décret n° 79-34** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Settara, daïra d'El Millia, wilaya de Jijel, p. 82.
- Décret n° 79-35** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Ancer, daïra d'El Millia, wilaya de Jijel, p. 82.
- Décret n° 79-36** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Malah, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, p. 83.
- Décret n° 79-37** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Hassi Zehana, daïra de Ben Badis, wilaya de Sidi Bel Abbès, p. 83.
- Décret n° 79-38** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Tolba, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, p. 83.
- Décret n° 79-39** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Amria, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, p. 83.
- Décret n° 79-40** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Marhoum, daïra de Télagh, wilaya de Sidi Bel Abbès, p. 84.
- Décret n° 79-41** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Abid, daïra de Constantine, wilaya de Constantine, p. 84.
- Décret n° 79-42** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa, p. 84.
- Décret n° 79-43** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa, p. 85.
- Décret n° 79-44** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Berrouaghia, daïra de Berrouaghia, wilaya de Médéa, p. 85.
- Décret n° 79-45** du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sig, daïra de Sig, wilaya de Mascara, p. 85.

SOMMAIRE (suite)

MINISTERE DES FINANCES

- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs du trésor, p. 86.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs du trésor, p. 87.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des impôts, p. 89.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs des impôts, p. 90.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des domaines, p. 92.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs des domaines, p. 93.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des douanes, p. 95.
- Arrêté interministériel* du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe

d'accès au corps des contrôleurs des douanes, p. 96.

MINISTERE DE LA JUSTICE

- Décret* du 3 février 1979 portant retrait de la nationalité algérienne, p. 97.
- Décret* du 3 février 1979 portant acquisition de la nationalité algérienne, p. 98.
- Arrêté* du 24 janvier 1979 portant désignation des présidents et membres des commissions de wilayas pour les élections présidentielles du 7 février 1979, p. 100.
- Arrêté* du 29 janvier 1979 portant désignation des président et membres de la commission nationale pour les élections présidentielles du 7 février 1979, p. 102.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Décret* n° 79-14 du 25 janvier 1979 fixant la liste des centres de formation professionnelle, p. 102.

MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

- Décret* n° 79-17 du 25 janvier 1979 portant création et organisation de la représentation de l'agence nationale télégraphique « Algérie-presse-service » (A.P.S.) au Liban, p. 110.

AVIS ET COMMUNICATIONS

- Marchés.* — Appels d'offres, p. 111.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Arrêtés des 7 octobre, 26 et 30 novembre et 3 décembre 1978 portant mouvement dans le corps des administrateurs (rectificatif).

J.O. N° 1 du 2-1-1979

Page 3, 1ère colonne, 22ème ligne :

Au lieu de :

... Zoubir Lachkar ...

Lire :

... Zoubir Lachgar ...

(Le reste sans changement).

- Arrêté* du 16 décembre 1978 portant nomination de représentants de l'administration aux commissions paritaires des corps d'administration générale de moins de 20 agents.

Par arrêté du 16 décembre 1978, sont nommés représentants de l'administration aux commissions paritaires des corps d'administration générale de moins de vingt (20) agents :

1ère commission : Corps des interprètes :

Représentants titulaires :

MM. Mohamed Kamel Leulmi
Mohamed Ghenim

Représentants suppléants :

MM. Mohamed Zinet
Nafaâ Bouabcha

M. Mohamed Kamel Leulmi est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Mohamed Ghenim.

2ème commission : Corps des attachés d'administration :

Représentants titulaires :

MM. Mohamed Kamel Leulmi
Mohamed Ghenim

Représentants suppléants :

MM. Mohamed Zinet
Nafaâ Bouabcha

M. Mohamed Kamel Leulmi est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Mohamed Ghenim.

3ème commission : Corps des secrétaires d'administration :

Représentants titulaires :

MM. Baghdad Boudaâ
Mohamed Zinet

Représentants suppléants :

MM. Mohamed Saïd Louni
Bachir Haouam

M. Baghdad Boudaa est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Mohamed Zinet.

4ème commission : Corps des agents d'administration :**Représentants titulaires :**

MM. Mohamed Zinet
Mohamed Saïd Louni

Représentants suppléants :

MM. Hassane Tazrote
Saïd Bouhlassa

M. Mohamed Zinet est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Mohamed Saïd Louni.

5ème commission : Corps des agents dactylographes :**Représentants titulaires :**

MM. Réda Benkadi
Ahmed Bouksani

Représentants suppléants :

MM. Azeddine Lachouri
Lounès Belaïdi

M. Réda Benkadi est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Ahmed Bouksani.

6ème commission : Corps des agents de bureau :**Représentants titulaires :**

MM. Ammar Hocine
Saïd Bouhlassa

Représentants suppléants :

MM. Saïd Moussaoui
Mohamed Fettouhi

M. Ammar Hocine est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Saïd Bouhlassa.

7ème commission : Corps des conducteurs automobiles : 1ère catégorie :**Représentants titulaires :**

MM. Bachir Haouam
Lounès Belaïdi

Représentants suppléants :

MM. Saïd Bouhlassa
Aïssa Bernou

M. Bachir Haouam est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Lounès Belaïdi.

8ème commission : Corps des conducteurs automobiles : 2ème catégorie :**Représentants titulaires :**

MM. Hassane Tazrote
Saïd Moussaoui

Représentants suppléants :

MM. Tayeb Isker
Saïd Bouhlassa

M. Hassane Tazrote est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Saïd Moussaoui.

9ème commission : Corps des ouvriers professionnels : 1ère catégorie :**Représentants titulaires :**

MM. Mohamed Ali Belhabib
Mustapha Hadjloum

Représentants suppléants :

MM. Réda Benkadi
Mohamed Fettouhi

M. Mohamed Ali Belhabib est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Mustapha Hadjloum.

10ème commission : Corps des ouvriers professionnels : 2ème catégorie :**Représentants titulaires :**

MM. Ahmed Bouksani
Ahmed Benzaï

Représentants suppléants :

MM. Lounès Belaïdi
Mohamed Fettouhi

M. Ahmed Bouksani est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Ahmed Benzaï.

11ème commission : Corps des agents sténodactylographes :**Représentants titulaires :**

MM. Mohamed Zinet
Réda Benkadi

Représentants suppléants :

MM. Ahmed Bouksani
Lounès Belaïdi

M. Mohamed Zinet est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Réda Benkadi.

12ème commission : Corps des ouvriers professionnels : 3ème catégorie :**Représentants titulaires :**

MM. Lounès Belaïdi
Saïd Bouhlassa

Représentants suppléants :

MM. Azeddine Lachouri
Aïssa Bernou

M. Lounès Belaïdi est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Saïd Bouhlassa.

13ème commission : Corps des agents de service :

Représentants titulaires :

MM. Nafaâ Bouabcha
Saïd Moussaoui

Représentants suppléants :

MM. Tayeb Isker
Ali Belarouci

M. Nafaâ Bouabcha est désigné en qualité de président ; en cas d'empêchement, il sera remplacé par M. Saïd Moussaoui.

Arrêté du 14 janvier 1979 modifiant l'arrêté du 25 novembre 1978 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel en vue du renouvellement des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps interministériels.

Par arrêté du 14 janvier 1979, l'arrêté du 25 novembre 1978 est modifié comme suit : MM. Arezki Ouarezki et Abdelkader Chelli sont déclarés élus membres titulaires à la commission paritaire du corps des attachés d'administration en remplacement de MM. Djillali Meache et Bachir Saldoune, démissionnaires.

MM. Belkacem Merzoug et Ammar Benbouabdellah, sont déclarés membres suppléants.

Arrêté du 22 janvier 1979 relatif aux modalités d'application du décret n° 76-136 du 23 octobre 1976 complétant les dispositions de l'article 3 du décret n° 67-137 du 31 juillet 1967 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents d'administration.

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique et notamment son article 26 ;

Vu le décret n° 67-137 du 31 juillet 1967, modifié par le décret n° 68-172 du 20 mai 1968 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents d'administration et notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 76-136 du 23 octobre 1976 complétant les dispositions de l'article 3 du décret n° 67-137 du 31 juillet 1967 susvisé,

Arrête :

Article 1er - La liste d'aptitude prévue par l'article 1er du décret n° 76-136 du 23 octobre 1976 susvisé est établie dans les conditions d'un tableau d'avancement.

Art. 2. — La proportion maximale des agents de bureau susceptibles d'être inscrits sur la liste d'aptitude en vue d'une promotion au choix est fixée à 15 % des postes à pourvoir.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 22 Janvier 1979

Abdelmadjid ALAHOUM.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 79-18 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'Aougrou, daïra de Timimoun, wilaya d'Adrar.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1973 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'Aougrou, daïra de Timimoun, wilaya d'Adrar, portera désormais le nom : « Meguidem - Himer ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-19 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ain Merane, daïra de Bou Kader, wilaya d'El Asnam.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1973 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Merane, daïra de Bou Kader, wilaya d'El Asnam, portera désormais le nom : « Maouna-El-Ayoun ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-20 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, portera désormais le nom : « Heumis-Aïn-Beïda ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-21 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ouled Farès, daïra d'El Asnam, wilaya d'El Asnam.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ouled Farès, daïra d'El Asnam, wilaya d'El Asnam, portera désormais le nom : « Labiodh-Medjadja ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-22 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Zeboudja, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Zeboudja, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, portera désormais le nom : « Benaria-Bordj-Kasbi ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-23 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Bouzghaïa, daïra de Ténès, wilaya d'El Asnam, portera désormais le nom : « Ayoun Bissa ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-24 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Larbaa, daïra de Laghouat, wilaya de Laghouat.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Larbaa, daïra de Laghouat, wilaya de Laghouat, portera désormais le nom : « Reg-Taounza ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-25 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Timzrit Il Matten, daïra de Sidi Aïch, wilaya de Béjaïa.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Timzrit Il Matten, daïra de Sidi Aïch, wilaya de Béjaïa, portera désormais le nom : « La Soummam ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-26 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souk El Tenine, daïra de Kherrata, wilaya de Béjaïa.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souk El Tenine, daïra de Kherrata, wilaya de Béjaïa, portera désormais le nom : « mai 45 ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-27 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Nédroma, daïra de Nédroma, wilaya de Tlemcen.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Nédroma, daïra de Nédroma, wilaya de Tlemcen, portera désormais le nom : « Khoriba Dar Amar ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-28 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sabra, daïra de Maghnia, wilaya de Tlemcen.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sabra, daïra de Maghnia, wilaya de Tlemcen, portera désormais le nom : « Sidi Larbi Bouzegza ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-29 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souahlia, daïra de Ghazaouet, wilaya de Tlemcen.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Souahlia, daïra de Ghazaouet, wilaya de Tlemcen, portera désormais le nom : « Mezaourou Sidi Brahm ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-30 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Chekfa, daïra de Taher, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Chekfa, daïra de Taher, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Boudekak-Adouir ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-31 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ferdjioua, daïra de Ferdjioua, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ferdjioua, daïra de Ferdjioua, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Aïn Belda - Djebel Halfa ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-32 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Jijel, daïra de Jijel, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Jijel, daïra de Jijel, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Bouhanché-Béni Ahmed ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-33 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sidi Marouf, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sidi Marouf, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Takharroub-Boutouil ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-34 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Settara, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Settara, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Ghebala-M'Cid Aïcha ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-35 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Ancer, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Ancer, daïra d'El Milla, wilaya de Jijel, portera désormais le nom : « Maharka Bouyamane ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-36 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Malah, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Malah, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, portera désormais le nom : « El Messada Nasr ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-37 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Hassi Zehana, daïra de Ben Badis, wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Hassi Zehana, daïra de Ben Badis, wilaya de Sidi Bel Abbès, portera désormais le nom : « Bedrabine El Mokrani ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-38 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Tolba, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Aïn Tolba, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, portera désormais le nom : « Mcala-Djurdjura ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-39 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Amria, daïra de Aïn Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Amria, daïra de Ain Témouchent, wilaya de Sidi Bel Abbès, portera désormais le nom : « Ghorine-Haouaoura ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-40 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Marhoum, daïra de Telagh, wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Marhoum, daïra de Telagh, wilaya de Sidi Bel Abbès, portera désormais le nom : « Bir Hemmam ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-41 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ain Abid, daïra de Constantine, wilaya de Constantine.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Ain Abid, daïra de Constantine, wilaya de Constantine, portera désormais le nom : « Lamaamra Achrine-août ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-42 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa, portera désormais le nom : « Maarik El Malah ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-43 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune d'El Azizia, daïra de Tablat, wilaya de Médéa, portera désormais le nom : « Zebabar ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-44 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Berrouaghia, daïra de Berrouaghia, wilaya de Médéa.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Berrouaghia, daïra de Berrouaghia, wilaya de Médéa, portera désormais le nom : « Djebel Sebbah - Sidi Nadji ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

Décret n° 79-45 du 3 février 1979 portant dénomination du village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sig, daïra de Sig, wilaya de Mascara.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas ;

Vu le décret n° 63-105 du 5 avril 1963 relatif aux hommages publics ;

Vu le décret n° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics, notamment son article 3 ;

Décète :

Article 1er. — Le village socialiste agricole, situé sur le territoire de la commune de Sig, daïra de Sig, wilaya de Mascara, portera désormais le nom : « Ras-El-Aïn Amirouche ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 février 1979.

Rabah BITAT.

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs du trésor.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN et ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-242 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs du trésor ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrête

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des inspecteurs du trésor prévu à l'article 4, a) 1, du décret n° 68-242 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs du trésor, aura lieu trois mois (3) après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 30.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, a) 1, du décret n° 68-242 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs du trésor pour la faire avec de candidature au con-

cours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus au 1er juillet de l'année du concours et titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant, excéder dix (10) ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq (5) ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter à la date et au lieu qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera quatre (4) épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1°) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

2°) une étude de texte ou une épreuve à caractère juridique au choix du candidat, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

3°) une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées, durée : 2 heures, coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4°) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury sur un sujet d'ordre général, durée : 20 minutes, coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites, un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

— une demande de participation au concours,

— un certificat de nationalité datant de moins de trois mois,

— un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois,

— un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,

— une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,

— deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste, l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,

— un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,

— une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

— six photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions, ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux (2) mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves du concours, sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un (1) mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction du trésor, du crédit et des assurances et des trésoreries de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

— du directeur de l'administration générale ou son représentant, président,

— du directeur général de la fonction publique ou son représentant,

— du directeur du trésor, du crédit et des assurances ou son représentant,

— d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des inspecteurs du trésor.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés inspecteurs du trésor stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général de la Présidence de la République, P. le ministre des finances, Le secrétaire général,
Abdelmadjid ALAHOUM. Mourad BENACHENHOU.

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs du trésor.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN et ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs du trésor ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des contrôleurs du trésor prévu à l'article 4, a) du décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs du trésor, aura lieu trois (3) mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 120.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, a) du décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs du trésor, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 17 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er juillet de l'année du concours et titulaires du

certificat de scolarité de la classe de 2ème année secondaire (ex-lère incluse des lycées) ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant, excéder dix (10) ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq (5) ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter au lieu et à la date qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera quatre (4) épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1°) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

2°) une étude de texte, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

3°) une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées, durée : 2 heures, coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4°) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury portant sur un sujet d'ordre général, durée : 20 minutes, coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites, un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature, à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

- une demande de participation au concours,
- un certificat de nationalité datant de moins de trois mois,
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,
- une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,

— deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste, l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,

— un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,

— une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

— six photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions, ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux (2) mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves du concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un (1) mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction du trésor, du crédit et des assurances et des trésoreries de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

— du directeur de l'administration générale ou son représentant, président,

— du directeur général de la fonction publique ou son représentant,

— du directeur du trésor, du crédit et des assurances ou son représentant,

— d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des contrôleurs du trésor.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés contrôleurs du trésor stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République, Le secrétaire général,

Abdelmadjid ALAHOUM. Mourad BENACHENHOU.

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des impôts.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN et ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-247 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des impôts ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des inspecteurs des impôts prévu à l'article 4, a) 1, du décret n° 68-247 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des impôts, aura lieu trois (3) mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 30.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, a) 1, du décret n° 68-247 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des impôts, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus au

1er juillet de l'année du concours et titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois, la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant, excéder dix (10) ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq (5) ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter au lieu et à la date qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera quatre (4) épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1° une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

2° une étude de texte ou une épreuve à caractère juridique au choix du candidat, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

3° une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées, durée : 2 heures, coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4° une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury sur un sujet d'ordre général, durée : 20 minutes, coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites, un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir, sous pli recommandé, au directeur de l'administration générale du ministère des finances, palais du Gouvernement à Alger, devra comprendre :

— une demande de participation au concours,

— un certificat de nationalité datant de moins de trois mois,

— un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois,

— un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,

— une copie certifiée conforme du titre ou du diplôme reconnu équivalent,

— deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste, l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,

— une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

— éventuellement, un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,

— six photographies,

— 2 enveloppes timbrées et libellées à l'adresse du candidat.

Art. 12. — Le registre des inscriptions, ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux (2) mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves de ce concours, sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un (1) mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des impôts et des sous-directions des impôts de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

— du directeur de l'administration générale ou son représentant, président,

— du directeur général de la fonction publique ou son représentant,

— du directeur des impôts ou son représentant,

— d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des inspecteurs des impôts.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés inspecteurs des impôts stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République, Le secrétaire général,

Abdelmadjid ALAHOUM. Mourad BENACHENHOU.

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs des impôts.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN et ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-248 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des impôts ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des contrôleurs des impôts prévu à l'article 4, A) du décret n° 68-248 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des impôts, aura lieu trois (3) mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 150.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, A) du décret n° 68-248 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des impôts, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 17 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er juillet de l'année du concours, titulaires du

certificat de scolarité de la classe de 2ème année secondaire (ex-lère incluse des lycées) ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant, excéder dix (10) ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq (5) ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter au lieu et à la date qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera quatre (4) épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1° une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

2° une étude de texte, durée : 3 heures, coefficient : 3 ;

3° une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées, durée : 2 heures, coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4° une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury portant sur un sujet d'ordre général, durée : 20 minutes, coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites, un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature, à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

— une demande de participation au concours,

— un certificat de nationalité datant de moins de trois mois,

— un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois,

— un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,

— une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence

— deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste, l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,

— un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,

— une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

— six photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions, ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux (2) mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves du concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un (1) mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des impôts et des sous-directions des impôts de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

— du directeur de l'administration générale ou son représentant, président,

— du directeur général de la fonction publique ou son représentant,

— du directeur des impôts ou son représentant,

— d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des contrôleurs des impôts.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis au concours seront nommés contrôleurs des impôts stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République, Le secrétaire général,

Abdelmadjid ALAHOUM. Mourad RENACHENHOIL

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des domaines.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-250 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des domaines ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des inspecteurs des domaines prévu à l'article 4, A, 1 du décret n° 68-250 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des domaines, aura lieu trois mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 10.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, A, 1 du décret n° 68-250 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des domaines, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans

au plus au 1er juillet de l'année du concours et titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois, la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant excéder dix ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter au lieu et à la date qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera 4 épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

2) une étude de texte ou une épreuve à caractère juridique au choix du candidat. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

3) une composition, au choix du candidat, sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées. Durée : 2 heures - coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury sur un sujet d'ordre général. Durée : 20 minutes - coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, Palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

- une demande de participation au concours,
- un certificat de nationalité, datant de moins de trois mois,
- un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois,
- un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,

- une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,
- deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste et l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,
- un extrait du registre communal pour les membres de l'ALN ou de l'OCFLN,
- une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,
- 6 photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves de ce concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des affaires domaniales et foncières et des sous-directions de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

- du directeur de l'administration générale ou son représentant, président ;
- du directeur général de la fonction publique ou son représentant ;
- du directeur des affaires domaniales et foncières ou son représentant ;
- d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des inspecteurs des domaines.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés inspecteurs des domaines stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République, Le secrétaire général,

Abdelmadjid ALAHOUM Mourad BENACHENHOU

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs des domaines.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-251 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des domaines ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours externe d'accès au corps des contrôleurs des domaines prévu à l'article 4, A du décret n° 68-251 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des domaines, aura lieu trois mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 70.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, A, du décret n° 68-251 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des domaines, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 17 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er juillet de l'année du concours et titulaires

du certificat de scolarité de la classe de 2ème année secondaire (ex-première incluse des lycées) ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant excéder dix ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter à la date et au lieu qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera 4 épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

2) une étude de texte. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

3) une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées. Durée : 2 heures - coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury portant sur un sujet d'ordre général. Durée : 20 minutes - coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites, un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, Palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

- une demande de participation au concours,
- un certificat de nationalité, datant de moins de trois mois,
- un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,
- un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois,

— une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,

— deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste et l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,

— un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,

— une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

— 6 photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions ouvert à la direction de l'administration générale sera clos deux mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves de ce concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des affaires domaniales et foncières et des sous-directions de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

- du directeur de l'administration générale ou son représentant, président ;
- du directeur général de la fonction publique ou son représentant ;
- du directeur des affaires domaniales et foncières ou son représentant ;
- d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des contrôleurs des domaines.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis à ce concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés contrôleurs des domaines stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République.

Le secrétaire général,

Abdelmadjid ALAHOUM Mourad BENACHENHOU

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des inspecteurs des douanes.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-253 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des douanes ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des inspecteurs des douanes prévu à l'article 4, A, 1, du décret n° 68-253 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des douanes, aura lieu trois mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 22.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, A, 1, du décret n° 68-253 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des inspecteurs des douanes, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus au

1er juillet de l'année du concours et justifiant du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

Art. 5. — Toutefois, la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut, cependant, excéder dix ans pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN et cinq ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter à la date et au lieu qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera 4 épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

2) une étude de texte ou une épreuve à caractère juridique au choix du candidat. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

3) une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées. Durée : 2 heures - coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury sur un sujet d'ordre général. Durée : 20 minutes - coefficient : 1.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir, sous pli recommandé, au directeur de l'administration générale du ministère des finances, Palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

- une demande de participation au concours,
- un certificat de nationalité, datant de moins de trois mois,
- un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois,
- un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,

- une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,
- deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste et l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,
- un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,
- une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,
- 6 photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions ouvert à la direction de l'administration générale sera clos deux mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves du concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des douanes et des sous-directions des douanes des wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

- du directeur de l'administration générale ou son représentant, président ;
- du directeur général de la fonction publique ou son représentant ;
- du directeur des douanes ou son représentant ;
- d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des inspecteurs des douanes.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés inspecteurs des douanes stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République. Le secrétaire général.

Abdelmadjid ALAHOUM Mourad BENACHENHOU

Arrêté interministériel du 15 janvier 1979 portant organisation et ouverture d'un concours externe d'accès au corps des contrôleurs des douanes.

Le ministre des finances et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 janvier 1968 rendant obligatoire pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 68-254 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des douanes ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 novembre 1972 modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 12 février 1970 fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le concours d'accès au corps des contrôleurs des douanes prévu à l'article 4, a, du décret n° 68-254 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des douanes, aura lieu trois mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Il est prévu un seul centre d'examen à Alger.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 25.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 4, a, du décret n° 68-254 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs des douanes, pourront faire acte de candidature au concours prévu à l'article 1er ci-dessus, les candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus au 1er juillet de l'année du concours et justifiant d'un certificat de scolarité de la classe de deuxième année secondaire (ex-classe de première incluse des lycées ou d'un titre équivalent).

Art. 5. — Toutefois, la limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge. Le total des années cumulées ne peut cependant excéder dix ans pour les candidats membres de l'ALN et de l'OCFLN et cinq ans pour ceux n'ayant pas cette qualité.

Art. 6. — Les candidats devront se présenter au lieu et à la date qui seront mentionnés sur la convocation aux épreuves écrites.

Art. 7. — Le concours comportera 4 épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 8. — Le programme des épreuves écrites comprend :

1) une composition d'ordre général sur un sujet à caractère politique, économique ou social. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

2) une étude de texte. Durée : 3 heures - coefficient : 3.

3) une composition au choix du candidat sur un sujet d'histoire, de géographie ou de mathématiques correspondant au programme d'enseignement des lycées. Durée : 2 heures - coefficient : 2.

Pour ces épreuves, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

4) une composition de langue nationale conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 7 novembre 1972 susvisé.

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

Art. 9. — L'épreuve orale d'admission consistera en une conversation avec le jury portant sur un sujet d'ordre général. Durée : 20 minutes - coefficient : 3.

Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites un total de points fixé par le jury.

Art. 10. — Une majoration de points égale au 1/20ème du maximum des points susceptibles d'être obtenus, sera accordée aux candidats reconnus membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Art. 11. — Le dossier de candidature à faire parvenir sous pli recommandé au directeur de l'administration générale du ministère des finances, Palais du Gouvernement à Alger, doit comprendre :

- une demande de participation au concours,
- un certificat de nationalité, datant de moins de trois mois,
- un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois,
- un extrait du registre des actes d'état civil datant de moins d'une année,
- une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre admis en équivalence,
- deux certificats médicaux émanant l'un d'un médecin généraliste et l'autre d'un médecin phthisiologue, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'emploi postulé,
- un extrait du registre communal pour les candidats membres de l'ALN ou de l'OCFLN,
- 6 photographies.

Art. 12. — Le registre des inscriptions ouvert à la direction de l'administration générale, sera clos deux mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 13. — La liste des candidats admis à participer aux épreuves de ce concours sera arrêtée par le ministre des finances et publiée par voie d'affichage un mois avant la date des épreuves écrites. Ledit affichage sera effectué dans les bureaux de la direction des douanes et des sous-directions des douanes de wilayas.

Art. 14. — Le jury visé à l'article 9 ci-dessus est composé :

- du directeur de l'administration générale ou son représentant, président ;
- du directeur général de la fonction publique ou son représentant ;
- du directeur des douanes ou son représentant ;
- d'un représentant du personnel à la commission paritaire du corps des contrôleurs des douanes.

Les membres du jury autres que le représentant du personnel doivent avoir le grade d'administrateur ou un grade équivalent.

Art. 15. — La liste des candidats admis au concours est dressée par le jury visé à l'article 14 ci-dessus et arrêtée par le ministre des finances.

Art. 16. — Les candidats définitivement admis à ce concours seront nommés contrôleurs des douanes stagiaires, conformément aux conditions prévues par le décret n° 66-151 du 2 juin 1966 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires. Ils seront tenus de rejoindre l'affectation qui leur sera désignée, sous peine de perdre le bénéfice du concours et ce, dans un délai de deux mois à compter de la date de nomination.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 janvier 1979.

Le secrétaire général P. le ministre des finances,
de la Présidence
de la République, *Le secrétaire général,*

Abdelmadjid ALAHOUM Mourad BENACHENHOU

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 3 février 1979 portant retrait de la nationalité algérienne.

Par décret du 3 février 1979, la nationalité algérienne accordée à M. Khaled Kebdani, né le 20 août 1950 à Béni Saf (Tlemcen), par le décret du 6 décembre 1976, est retirée.

Décret du 3 février 1979 portant acquisition de la nationalité algérienne.

Par décret du 3 février 1979, sont naturalisés Algériens dans les conditions de l'article 10 de l'ordonnance n° 70-86 du 15 décembre 1970 portant code de la nationalité algérienne :

Abdelkader ben Abesselem, né le 16 août 1932 à Méhadid (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Guerrouache Abdelkader ;

Abd-El-Kader ben Boukhelouf, né le 3 août 1949 à Mers El Kebir (Oran), qui s'appellera désormais : Boukhelouf Abdelkader ;

Abdelkader ben Mohamed, né le 27 mai 1953 à Mohammadia (Mascara), qui s'appellera désormais : Benmohamed Abdelkader ;

Abdelkrim oud Mohamed, né le 4 avril 1937 à Sidi Bel Abbès, qui s'appellera désormais : Hassani Abdelkrim ;

Achoura bent Mohammed, épouse Zahaf Abdelkader, née le 6 avril 1936 à Sour El Ghozlane (Bouira), qui s'appellera désormais : Souldani Achoura ;

Ahmed ben Embarek, né le 30 novembre 1955 à El Asnam, qui s'appellera désormais : Benbarek Ahmed ;

Ahmed ben Méziane, né le 6 décembre 1942 à Bou Tléls (Oran), et ses enfants mineurs : Mohamed ben Ahmed, né le 16 octobre 1967 à Bou Tléls (Oran), Norredine ben Ahmed, né le 4 février 1969 à Bou Tléls, Djamel oud Ahmed, né le 2 décembre 1970 à Bou Tléls, Taoufik oud Ahmed, né le 1er mai 1975 à Bou Tléls, Radia bent Ahmed, née le 2 janvier 1976 à Oran, Djamilia bent Ahmed, née le 17 janvier 1978 à Oran, qui s'appelleront désormais : Benmeziane Ahmed, Benmeziane Mohamed, Benmeziane Norredine, Benmeziane Djamel, Benmeziane Taoufik, Benmeziane Radia, Benmeziane Djamilia ;

Ahmed ben Mohamed, né le 8 avril 1956 à Alger 3°, qui s'appellera désormais : Benmohamed Ahmed ;

Aïcha bent Ahmed, veuve Hadjazi Habib, née le 17 mai 1937 à Tlemcen, qui s'appellera désormais : Bakhtaoui Aïcha ;

Aïssaoui Mohamed, né le 1er janvier 1935 à Mechi Kbat, Ouled Nasser, wilaya de Gafsa (Tunisie), et ses enfants mineurs : Aïssaoui Mohcène, né le 26 octobre 1968 à Annaba, Aïssaoui Leïla, née le 26 juillet 1970 à Annaba, Aïssaoui Faïza, née le 23 juillet 1971 à Annaba, Aïssaoui Nassira, née le 27 janvier 1973 à Annaba, Aïssaoui Nacer, né le 27 janvier 1973 à Annaba, Aïssaoui Mander, né le 31 août 1976 à Annaba ;

Al-Hawari Abdul-Madjid, né en 1939 à Homs (Syrie), et ses enfants mineurs : Abdelmadjid ben Ahmed El Haouari Bedria, née le 19 mai 1968 à Ouled Mimoun (Tlemcen), Abdelmadjid bent Ahmed El Haouari Tahia, née le 19 juin 1969 à Ouled Mimoun (Tlemcen), El Hawari Zehour, née le 8 août 1971 à Homs (Syrie), El Hawari Faten, né le 5 décembre 1974 à Homs (Syrie), Nasrine bent Abdelmadjid Haouari, née le 1er juin 1977 à Tlemcen ;

Ali oud Abdellah, né le 11 juillet 1947 à Aïn El Arba (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Belhadj Ali ;

Ali Hamid, né en 1939 à Namrieh (Syrie), et ses enfants mineurs : Ali Faïd, né le 24 juin 1966 à Souk Ahras (Guelma), Ali Samih, né le 7 septembre 1970 à Souk Ahras, Ali Wafa, née le 15 septembre 1971 à Souk Ahras (Guelma) ;

Amar oud Abdelkrim, né en 1935 à Ahi El Ghafer, commune de Sabra (Tlemcen), qui s'appellera désormais : Ben-Abdelkrim Amar ;

Amar ben Hadj Bouhout, né en 1910 au douar Yarouhdoud, annexe de Boured, province de Taza (Maroc), et ses enfants mineurs : Malika bent Amar, née le 28 décembre 1961 à Hammam Bou Hadjar, Abderrahmane ben Amar, né le 18 avril 1966 à Hammam Bou Hadjar (Sidi Bel Abbès), qui s'appelleront désormais : Belhadj Amar, Belhadj Malika, Belhadj Abderrahmane ;

Arabi Rachid, né en 1947 à Oum El Zitoune (Syrie), et ses enfants mineurs : Arabi Mounir, né le 24 décembre 1973 à Aïn Tindamine, commune de Moulay Slissen (Sidi Bel Abbès), Rachid Samir, né le 27 février 1975 à Télagh (Sidi Bel Abbès) ;

Benmohamed oud Menouar, né le 5 juin 1942 à Remchi (Tlemcen), qui s'appellera désormais : Belfilali Benmohamed ;

Benrahou Yasmine Mériem, épouse Bentalha Kheirredine, née le 27 octobre 1950 à Tiaret ;

Ben-Salah Jennet, épouse Khelalfa El Hedi, née le 5 janvier 1936 à Tunis (Tunisie) ;

Boubakeur ben Abdelkader, né le 23 septembre 1947 à Annaba, et ses enfants mineurs : Farid ben Boubakeur, né le 15 juillet 1974 à Annaba, Mohammed ben Boubakeur, né le 14 mai 1976 à Annaba, qui s'appelleront désormais : El-Bahi Boubakeur, El-Bahi Farid, El-Bahi Mohammed ;

Bogunovic Ljiljana, épouse Bouakaz Mostefa, née le 15 novembre 1939 à Sabac (Yougoslavie) ;

Bouchta Benlahsen, né en 1923 à Aïn El Zaoula, province de Taza (Maroc), et ses enfants mineurs : Bouabdellah ben Bouchta, né le 25 mai 1960 à Bir El Djir (Oran), Ralima bent Bouchta, née le 30 septembre 1963 à Bir El Djir, qui s'appelleront désormais : Bouchta Lahsen, Bouchta Bouabdellah, Bouchta Ralima ;

Comisso Adrien, né en 1939 à Béni Ounif (Béchar), qui s'appellera désormais : Beldjillali Aïssa ;

Daouia bent Messaoud, épouse Ahmed ben Mohamed, née le 11 novembre 1930 à Bou Tléls (Oran), qui s'appellera désormais : Filali Daouia ;

Djaouida bent Abdesselem, née le 19 août 1959 à Kouba (Alger), qui s'appellera désormais : Abdesselem Djaouida ;

Farès N'Bia, née le 3 février 1953 à Mechraa Sfa (Tiaret) ;

Farès Youcef, né le 4 février 1955 à Mechraa Sfa (Tiaret) ;

Ghalem oud Mohamed, né le 8 décembre 1942 à Sidi Brahim, commune de Sidi Hamadouche

(Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Lahbib Ghalem ;

Hafi Raoudha, née le 6 septembre 1957 à Tunis (Tunisie) ;

Hamed ben Hamou, né en 1934 à Béni Ulichek, province de Nador (Maroc), et ses enfants mineurs : Mohamed ben Hamed, né le 18 février 1962 à Sig (Mascara), Habib ben Hamed, né le 28 décembre 1963 à Sig, Fatima-Zohra bent Hamed, née le 26 juillet 1965 à Sig, Djemaia bent Hamed, née le 24 janvier 1968 à Sig, Hamed Abdelkader, né le 22 mai 1969 à Oggaz (Mascara), Nor-Eddineould Hamed, né le 11 mars 1973 à Ahi El Aid, commune d'Oggaz (Mascara), Fatiha bent Hamed, née le 27 novembre 1975 à Sig, Hayat bent Hamed, née le 11 janvier 1977 à Sig, Farid ben Hamed, né le 11 janvier 1977 à Sig, qui s'appelleront désormais : Benouanane Hamed, Benouanane Mohamed, Benouanane Habib, Benouanane Fatima-Zohra, Benouanane Djemaia, Benouanane Abdelkader, Benouanane Nor-Eddine, Benouanane Fatiha, Benouanane Hayat, Benouanane Farid ;

Hamou Oumelaïd, épouse Radjaa Saâd, née en 1927 à Béni Ounif (Béchar) ;

Hawasli Hassan-Riad, né en 1940 à Damas (Syrie), et ses enfants mineurs : Hawasli Aziz, né le 28 novembre 1970 à Annaba, Hawasli Maïssa, née le 26 mars 1975 à Annaba, Hawasli Feriel, née le 29 octobre 1976 à Annaba ;

Kada ben Mohamed, né en 1926 à Aïn Temouchent (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Chiter Kada ;

Kebdani Yamina, épouse Mimoun ben Tahar, née en 1928 au douar Bel Msaâd, annexe de Saidia, province d'Oujda (Maroc) ;

Khaled ben Ahmed, né le 25 août 1934 à Tiaret, qui s'appellera désormais : Benahmed Khaled ;

Khedidja bent Mohamed, épouse Abbaci Abdelkader, née le 3 octobre 1946 à Blida, qui s'appellera désormais : Belhadj Khedidja ;

Kheira bent Brahim, née le 18 juin 1932 à El Malah (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Bahkil Kheira ;

Khira bent Mohammed, épouse Meddah Djillali, née le 23 mars 1923 à Sidi Bel Abbès, qui s'appellera désormais : Merzoug Kheira ;

Kouiderould Ahmed, né le 20 juin 1937 à Lamtar, commune de Sidi Ali Boussidi (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Chebabi Kouider ;

Malek ben Mohamed, né le 13 février 1946 à Hadjout (Blida), qui s'appellera désormais : Fodil Malek ;

M'Barek ben Djillali, né en 1914 à Ksar Toraâ, Erfoud, province de Ksar Es Souk (Maroc), et ses enfants mineurs : Helima bent Embarek, née le 10 janvier 1960 à Alger 9°, Malek ben Embarek, né le 31 mars 1963 à Alger 9°, Zahia bent Embarek, née le 1er janvier 1966 à Alger 9°, Naïma bent Embarek, née le 5 mai 1970 à Alger 9°, Layachi ben Embarek, né le 20 octobre 1971 à Alger 9°, Nour Eddine ben Embarek, né le 25 décembre 1974 à Alger 9°, qui

s'appelleront désormais : Bendjillali Embarek, Bendjillali Helima, Bendjillali Malek, Bendjillali Zahia, Bendjillali Naïma, Bendjillali Layachi, Bendjillali Nour Eddine ;

Menana bent Ahmed, veuve Meziane ben Mohamed, née en 1932 au douar Youzghat, province de Taza (Maroc), qui s'appellera désormais : Yagoubi Menana ;

Merakchi Bakhta, veuve Boucheta ben Abdelkader, née en 1932 à Bensekrane (Tlemcen) ;

Milouda bent Lakhdar, épouse Allaoui Ahmed, née en 1927 à Ouled Ahmed ben Amar, annexe de Tendirara, province d'Oujda (Maroc), qui s'appellera désormais : Hadjibi Milouda ;

Mohamedould Abdallah, né en 1937 au douar Sidi Rabah, commune d'Aïn Kihal (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Benaceur Mohamed ;

Mohamed ben Mohamed, né le 6 juin 1954 à Sougueur (Tiaret), qui s'appellera désormais : Taïbi Mohamed ;

Mohamed ben Abdellah, né le 26 avril 1952 à Alger 3°, qui s'appellera désormais : Aït-Taleb Mohammed ;

Mustapha ben Ali, né le 26 octobre 1946 à Alger 3°, qui s'appellera désormais : Benani Mustapha ;

Naboulsi Ghania, épouse Bekri Mohamed, née le 18 avril 1941 à Naplouse (Palestine) ;

Pispisa Maria, épouse Zeraia Saïd, née le 2 février 1921 à Boudjaber, commune de Kalaat Sinan, Gouvernorat du Kef (Tunisie), qui s'appellera désormais : Zeraia Mériem ;

Rachida bent Ahmed, née le 12 mai 1956 à Oran, qui s'appellera désormais : Benabid Rachida ;

Raleb Ahmed, né en 1915 à Djibouti (République démocratique de Somalie) ;

Riffi Fatima, épouse Doudou Bouzid, née le 11 novembre 1934 à Hennaya (Tlemcen) ;

Saïd Yamina, épouse Bouhout Amar, née le 15 novembre 1921 à Sidi Hamadouche (Sidi Bel Abbès) ;

Saleh Abdelkrim, né le 7 octobre 1953 à Hussein Dey (Alger) ;

Sayahould Cherif, né en 1916 à Ahfir (Maroc), et ses enfants mineurs : Aïcha bent Sayah, née le 18 juin 1961 à Béni Saf (Tlemcen), Rabahould Sayah, né le 9 mars 1963 à Béni Saf, Zohra bent Sayah, née le 15 octobre 1964 à Béni Saf, Brahimould Sayah, né le 21 avril 1967 à Béni Saf, Fatima bent Sayah, née le 29 mars 1970 à Béni Saf, Miloudould Sayah, né le 22 avril 1972 à Béni Saf, Fatiha bent Sayah, née le 8 septembre 1974 à Béni Saf, Rahmouna bent Sayah, née le 6 décembre 1977 à Béni Saf (Tlemcen), qui s'appelleront désormais : Boukacem Sayah, Boukacem Aïcha, Boukacem Rabah, Boukacem Zohra, Boukacem Brahim, Boukacem Fatima, Boukacem Miloud, Boukacem Fatiha, Boukacem Rahmouna ;

Sfaksi Mohammed, né en 1897 à Barika (Batna) ;

Sharbah Nasr, né le 16 février 1945 à Rummaneh (Jordanie), et ses enfants mineurs : Sharbeh Salha,

née le 18 mai 1966 à Alger 1^o, Sharbeh Hakima, née le 24 février 1968 à Merine, commune de l'élagh (Sidi Bel Abbès), Sharbeh Djamel, né le 12 octobre 1970 à Kouba (Alger), Sharbeh Samir, né le 31 juillet 1975 à El Biar (Alger), Sharbeh Samira, née le 12 juin 1978 à Alger 4^o ;

Slimane ould Slimane, né le 9 janvier 1943 à El Amria (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Moulebhar Slimane ;

Zemouri Mohamedi, né le 18 octobre 1939 à Bou Tléls (Oran) ;

Znati Tidjani, né le 12 avril 1927 à Béja (Tunisie), et son enfant mineur : Znati Samir, né le 22 juillet 1977 à Bologhine Ibnou Ziri (Alger) ;

Zohra bent Ahmed, née le 16 mars 1955 à El Asnam, qui s'appellera désormais : Daoudi Zohra ;

Cherifi Djennat, épouse Amara Brahim, née le 1^{er} juillet 1908 à Tébessa ;

Elazhari Adrienne Rozette, épouse Azzouz Mohammed Azzeddine, née le 28 août 1946 à Rabat (Maroc) qui s'appellera désormais : Elazhari Lamia ;

Hebbel Naïssa, née le 12 juin 1951 à Aïn Séfra (Saïda) ;

Malika bent Haddu, épouse Moudoub Ahmed, née le 1^{er} avril 1949 à Oran, qui s'appellera désormais Haddou Malika ;

Ventura Marie Madeleine, épouse Chouaki Ahmed, née le 3 septembre 1942 à Saint-Denis, département de Seine, Saint-Denis (France) ;

Arrêté du 24 janvier 1979 portant désignation des présidents et membres des commissions de wilayas pour les élections présidentielles du 7 février 1979.

Par arrêté du 24 janvier 1979, sont désignés pour faire partie des commissions électorales de wilayas pour les élections présidentielles du 7 février 1979 les magistrats dont les noms suivent :

Wilaya d'Adrar :

Président : M. Mohamed Belahbib, président de la cour d'Adrar.

Membres : MM. Kacem Kbier, juge au tribunal de Timimoun.
M'Hamed Adda Djelloul, juge au tribunal d'Adrar.

Wilaya d'El Asnam :

Président : M. Bachir Mimouni, président de la cour d'El Asnam.

Membres : MM. Fethi Benahmed, président du tribunal d'El Asnam.
Mohamed Benmarouf, juge d'instruction près le tribunal d'El Asnam.

Wilaya de Laghouat :

Président : M. Tayeb Fekak, président de la cour de Laghouat.

Membres : MM. Mohamed Ougouag, président du tribunal de Laghouat,
Merouane Anteur, juge d'instruction près le tribunal de Laghouat.

Wilaya d'Oum El Bouaghi :

Président : M. Ahmed Labiod, président de la cour d'Oum El Bouaghi.

Membres : MM. Ahmed Benozane, conseiller à la cour d'Oum El Bouaghi,
Belkacem Benelmouffok, juge de l'application des peines au tribunal d'Aïn Beïda.

Wilaya de Batna :

Président : M. Messaoud Benrabah, président de la cour de Batna.

Membres : MM. Slimane Lalla, conseiller à la cour de Batna,
Mohamed Salah Masmoudi, juge d'instruction près le tribunal de Batna.

Wilaya de Béjaïa :

Président : M. Ahmed Debbl, président de la cour de Béjaïa.

Membres : MM. Abderrahmane Allal, juge, délégué conseiller à la cour de Béjaïa,
Abderrahmane Bouzekouk, juge au tribunal de Béjaïa.

Wilaya de Biskra :

Président : M. Salah Salem, président de la cour de Biskra.

Membres : MM. Abdelouahab Houbar, juge, délégué président du tribunal de Biskra
Mohamed Charfi, procureur de la République adjoint à Biskra.

Wilaya de Béchar :

Président : M. Mohamed Chibani, président de la cour de Béchar.

Membres : MM. Ahmed Mentefakh, juge, délégué conseiller à la cour de Béchar.
Blaha Louni, juge au tribunal de Béchar.

Wilaya de Blida :

Président : M. Mokhtar Meguedad, président de la cour de Blida.

Membres : MM. Salah Gara, président du tribunal de Blida,
Ahmed Belhouchet, procureur de la République adjoint près le tribunal de Blida.

Wilaya de Bouira :

Président : M. Zitouni Boussenane, président de la cour de Bouira.

Membres : MM. Bachir Rayane, juge au tribunal de Bouira,
Nourdine Mosbah, juge au tribunal de Lakhdaria.

Wilaya de Tamanrasset :

Président : M. Abdelkader Sallat, président de la cour de Tamanrasset.

Membres : MM. Khaled Kerfi Guettab, conseiller à la cour de Tamanrasset, Mustapha Benabdellah, juge au tribunal de Tamanrasset.

Wilaya de Tébessa :

Président : M. Salah Abderrezak, président de la cour de Tébessa.

Membres : MM. Mohamed Saddek M'Raoui, président du tribunal de Tébessa, Cherif Bachir Benayad, procureur de la République adjoint au tribunal de Tébessa.

Wilaya de Tlemcen :

Président : M. Abdelkader Belhanafi, président de la cour de Tlemcen.

Membres : MM. Abderrrezak Dib, conseiller à la cour de Tlemcen, Mustapha Bendelhoum, conseiller à la cour de Tlemcen.

Wilaya de Tiaret :

Président : M. Ahmed Bensaim, président de la cour de Tiaret.

Membres : MM. Mustapha Benziane, juge, délégué conseiller à la cour de Tiaret, Seddik Mazouzi, juge au tribunal de Tiaret.

Wilaya de Tizi Ouzou :

Président : M. Rabah Benamara, président de la cour de Tizi Ouzou.

Membres : MM. Belkacem Belhadji, conseiller à la cour de Tizi Ouzou, Hassouna Mahdjoub, juge, délégué procureur de la République adjoint près le tribunal de Tizi Ouzou.

Wilaya d'Alger :

Président : M. Abdelkader Foudil, vice-président de la cour d'Alger.

Membres : MM. Djelloul Benaïssa, conseiller délégué président du tribunal de Bab El Oued, Abdelhamid Hacène, juge au tribunal de Chéraga.

Wilaya de Djelfa :

Président : M. Mohamed Salah Zerkane, président de la cour de Djelfa.

Membres : MM. Abdelkader Benyoucef, conseiller à la cour de Djelfa, Hadjarsi Mehdi, juge au tribunal de Djelfa.

Wilaya de Jijel :

Président : M. Saâd Abdelaziz, président de la cour de Jijel.

Membres : MM. Mohamed Salah Ameur, juge, délégué conseiller à la cour de Jijel, Hocine Laïfa, juge au tribunal de Jijel.

Wilaya de Sétif :

Président : M. Ali Gheffar, président de la cour de Sétif.

Membres : MM. Messaoud Felloussia, conseiller à la cour de Sétif, Tahar Arroudj, juge au tribunal de Sétif.

Wilaya de Saïda :

Président : M. Abdennebi Adnane, président de la cour de Saïda.

Membres : MM. Mokhtar Kessira Kada, juge au tribunal de Saïda, Djelloul Benghafor, juge au tribunal de Saïda.

Wilaya de Skikda :

Président : M. Mohamed Salah Bensettiti, président du tribunal de Skikda,

Membres : MM. Messaoud Boufercha, vice-président du tribunal de Skikda, Messaoud Boubnider, juge, délégué conseiller à la cour de Skikda.

Wilaya de Sidi Bel Abbès :

Président : M. Khaled Berrezoug, président de la cour de Sidi Bel Abbès.

Membres : MM. Amar Abdelhamid Mahi Bahi, vice-président du tribunal de Sidi Bel Abbès, Daho Tessoumi, juge de l'application des peines au tribunal de Sidi Bel Abbès.

Wilaya de Annaba :

Président : M. Mohamed Dahmani, président de la cour de Annaba.

Membres : MM. Ali Djoudi, juge, délégué conseiller à la cour de Annaba, Mohamed El Kamel Benkhelifa, procureur de la République adjoint près le tribunal de Annaba.

Wilaya de Guelma :

Président : M. Mahmoud Guebbas, président de la cour de Guelma.

Membres : MM. Mabrouk Nedjoua, juge au tribunal de Guelma, Ahmed Hacène Cherkaski, juge de l'application des peines au tribunal de Guelma.

Wilaya de Constantine :

Président : M. Mohamed Boulmaiz, président de la cour de Constantine.

Membres : MM. Amar Bekioua, président du tribunal de Constantine, Tayeb Chikhi, juge au tribunal de Constantine.

Wilaya de Médéa :

Président : M. Ahmed Hamzaoui, président de la cour de Médéa.

Membres : MM. Abdelkader Moussaoui, conseiller à la cour de Médéa, Abderrahmane Zeghlache, juge, délégué conseiller à la cour de Médéa.

Wilaya de Mostaganem :

Président : M. Djillali Baki, président de la cour de Mostaganem.

Membres : MM. Khaled Mazouni, juge, délégué conseiller à la cour de Mostaganem, Bélaïd Aït Mouloud, procureur de la République près le tribunal de Mostaganem.

Wilaya de M'Sila :

Président : M. Mohamed Salah Boukedjar, président de la cour de M'Sila.

Membres : MM. Ali Chiet, conseiller à la cour de M'Sila,
Mohamed Cherif Mahdi, conseiller à la cour de M'Sila.

Wilaya de Mascara :

Président : M. Brahim Boudiaf, président de la cour de Mascara.

Membres : MM. Hocine Belgrainet, président du tribunal de Mascara,
Tayeb Merzouk, juge au tribunal de Mascara.

Wilaya d'Ouargla :

Président : M. Mohamed Yousfi, président de la cour d'Ouargla.

Membres : MM. Abderrahmane Kehl, président de chambre à la cour d'Ouargla,
Mouldi Dada, conseiller à la cour d'Ouargla.

Wilaya d'Oran :

Président : M. Ahmed Sediri, président de la cour d'Oran.

Membres : MM. Abdelkader Benahmed, président du tribunal d'Oran,
Mortada Ikkache, conseiller, délégué juge au tribunal d'Oran.

Arrêté du 29 janvier 1979 portant désignation des président et membres de la commission nationale pour les élections présidentielles du 7 février 1979.

Par arrêté du 29 janvier 1979, sont désignés pour faire partie de la commission électorale nationale chargée de procéder au recensement général des votes et de constater les résultats définitifs des élections présidentielles du 7 février 1979, les magistrats dont les noms suivent :

Président :

M. Djillali Baghdadli, président de chambre faisant fonctions de premier président de la cour suprême.

Membres :

MM. Yahia Bekkouche, président de chambre à la cour suprême,
Abdelhamid Djennadi, conseiller à la cour suprême,
Ahmed Medjhoua, président de la cour d'Alger,
Tahar Slimani, président du tribunal à Alger.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décret n° 79-14 du 25 janvier 1979 fixant la liste des centres de formation professionnelle.

Le Chef de l'Etat ;

Sur le rapport du ministre du travail et de la formation professionnelle ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu le décret n° 74-112 du 10 juin 1974 portant création et fixant les statuts des centres de formation professionnelle ;

Décète :

Article 1°. — La liste des centres de formation professionnelle jointe en annexe au décret n° 74-112 du 10 juin 1974 portant création et fixant les statuts des centres de formation professionnelle, est remplacée par la liste jointe en annexe au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 janvier 1979.

Rabah BITAT.

A N N E X E**LISTE DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE**

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
1 — WILAYA D'ADRAR	
1.1. Centre de formation professionnelle d'Adrar	Adrar - Wilaya d'Adrar
1.2. Centre de formation professionnelle de Timimoun	Timimoun
2 — WILAYA D'EL ASNAM	
2.1. Centre de formation professionnelle d'El Asnam	Bd Ben Badis - El Asnam
2.2. Centre de formation professionnelle de Khémis Milliana	Route d'Alger - Khémis Milliana
2.3. Centre de formation professionnelle de Ténès	Commune de Ténès
2.4. Centre de formation professionnelle de Aïn Defla	Aïn Defla

ANNEXE (suite)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
2.5. Centre de formation professionnelle Ouled Ben Abdelkader	Ouled Ben Abdelkader
2.6. Centre de formation professionnelle d'Oued Fodda	Oued Fodda
3 — WILAYA DE LAGHOUAT	
3.1. Centre de formation professionnelle de Laghouat	Laghouat
3.2. Centre de formation professionnelle de Laghouat	Route de Ghardaïa - Laghouat
3.3. Centre de formation professionnelle de Ghardaïa	Ghardaïa
3.4. Centre de formation professionnelle d'El Goléa	El Goléa
3.5. Centre de formation professionnelle de Berriane	Berriane
3.6. Centre de formation professionnelle de Metlili Chaamba	Mettili Chaamba
3.7. Centre de formation professionnelle d'Aflou	Aflou
4 — WILAYA D'OUM EL BOUAGHI	
4.1. Centre de formation professionnelle d'Oum El Bouaghi	Oum El Bouaghi
4.2. Centre de formation professionnelle d'Aïn Beïda	Aïn Beïda
4.3. Centre de formation professionnelle de Khenchela	Khenchela
4.4. Centre de formation professionnelle d'Aïn M'Lila	Aïn M'lila
5 — WILAYA DE BATNA	
5.1. Centre de formation professionnelle de Batna	Cité Chikhi - Rue Sidi Houls - Batna
5.2. Centre de formation professionnelle polyvalent de Batna	Batna
5.3. Centre de formation professionnelle de Mérouana	Mérouana
5.4. Centre de formation professionnelle d'Arris	Arris
5.5. Centre de formation professionnelle de Barika	Barika
6 — WILAYA DE BEJAIA	
6.1. Centre de formation professionnelle de Béjaïa	Route nationale n° 24 - Béjaïa
6.2. Centre de formation professionnelle de Sidi Aïch	Quartier Timezghra - Sdi Aïch
6.3. Centre de formation professionnelle de Seddouk	Seddouk
6.4. Centre de formation professionnelle d'Oued Amizour	Oued Amizour
7 — WILAYA DE BISKRA	
7.1. Centre de formation professionnelle de Biskra I	Biskra
7.2. Centre de formation professionnelle de Biskra II	Biskra
7.3. Centre de formation professionnelle d'El Oued	El Oued

A N N E X E (Suite)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
8 — WILAYA DE BECHAR	
8.1. Centre de formation professionnelle de Béchar	La Barga - Béchar
8.2. Centre de formation professionnelle féminin de Béchar	Béchar
8.3. Centre de formation professionnelle de Béni Abbès	Béni Abbès
8.4. Centre de formation professionnelle de Tindouf	Tindouf
9 — WILAYA DE BLIDA	
9.1. Centre de formation professionnelle de Blida	Avenue Abdelkader Yousfi - Blida
9.2. Centre de formation professionnelle d'El Affroun I	El Affroun
9.3. Centre de formation professionnelle d'El Affroun II	El Affroun
9.4. Centre de formation professionnelle de Boufarik	Boufarik
9.5. Centre de formation professionnelle de Cherchell	Cherchell
9.6. Centre de formation professionnelle de Larba	Larba
9.7. Centre de formation professionnelle de Sidi Moussa	Sidi Moussa
9.8. Centre de formation professionnelle de Hadjout	Hadjout
9.9. Centre de formation professionnelle de Douéra	Douéra
9.10. Centre de formation professionnelle de Koléa	Koléa
10 — WILAYA DE BOUIRA	
10.1. Centre de formation professionnelle de Bouira I	Draa El Bordj - Bouira
10.2. Centre de formation professionnelle de Bouira II	Bouira
10.3. Centre de formation professionnelle de Lakhdaria	Lakhdaria
10.4. Centre de formation professionnelle de Sour El Ghoulane	Sour El Ghoulane
10.5. Centre de formation professionnelle d'Ain Bessem	Ain Bessem
11 — WILAYA DE TAMANRASSET	
11.1. Centre de formation professionnelle de Tamanrasset	Tamanrasset
11.2. Centre de formation professionnelle de In Salah	In Salah
12 — WILAYA DE TEBESSA	
12.1. Centre de formation professionnelle de l'Ouenza	Ouenza
12.2. Centre de formation professionnelle de Tébessa	Tébessa
12.3. Centre de formation professionnelle d'El Aouinet	El Aouinet

A N N E X E (Suite)

DENOMINATION DU CENTRE

SIEGE DU CENTRE

13 — WILAYA DE TLEMCCEN

- 13.1. Centre de formation professionnelle de Tlemcen
- 13.2. Centre de formation professionnelle féminin de Tlemcen
- 13.3. Centre de formation professionnelle de Béni Saf
- 13.4. Centre de formation professionnelle de Ghazaouet
- 13.5. Centre de formation professionnelle de Maghnia
- 13.6. Centre de formation professionnelle de Béni Bahdel
- 13.7. Centre de formation professionnelle de Nédroma
- 13.8. Centre de formation professionnelle de Sebdou

Tlemcen
Tlemcen
Béni Saf
Ghazaouet
Route Roc - Frontière - Maghnia
Commune de Béni Bahdel
Nédroma
Sebdou

14 — WILAYA DE TIARET

- 14.1. Centre de formation professionnelle de Tiaret
- 14.2. Centre de formation professionnelle féminin de Tiaret
- 14.3. Centre de formation professionnelle de Tissemsilt
- 14.4. Centre de formation professionnelle de Hamadia
- 14.5. Centre de formation professionnelle de Ksar Chellala
- 14.6. Centre de formation professionnelle de Theniat El Had

Rue Hamdani Adda - Tiaret
Tiaret
Tissemsilt
Hamadia
Ksar Chellala
Theniat El Had

15 — WILAYA DE TIZI OUZOU

- 15.1. Centre de formation professionnelle féminin de Tizi Ouzou
- 15.2. Centre de formation professionnelle de Kerrad Rachid
- 15.3. Centre de formation professionnelle de Boukhalfa
- 15.4. Centre de formation professionnelle d'Oued Aïssi
- 15.5. Centre de formation professionnelle de Djemâa Saharidj
- 15.6. Centre de formation professionnelle de Bordj Ménaël
- 15.7. Centre de formation professionnelle de Boghni
- 15.8. Centre de formation professionnelle de Tadmait
- 15.9. Centre de formation professionnelle de Dellys
- 15.10. Centre de formation professionnelle de Tizirt
- 15.11. Centre de formation professionnelle de l'Arba Naït Irathen
- 15.12. Centre de formation professionnelle de Aïn El Hammam
- 15.13. Centre de formation professionnelle de Draa El Mizan

Tizou Ouzou
1, Bd Abderrahmane Arrous - Tizi Ouzou
Route d'Alger, Boukhalfa - Tizi Ouzou
Route d'Alger, Commune d'Irdjen
Djemâa Saharidj
Bd Colonel Amirouche - Bordj Ménaël
Boghni
Tadmait
Dellys
Tizirt
L'Arba Naït Irathen
Aïn El Hammam
Draa El Mizan

A N N E X E (Sulte)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
16 — WILAYA D'ALGER	
16.1. Centre de formation professionnelle Hassiba Ben Bouali	28. Rue Hassiba Ben Bouali - Alger
16.2. Centre de formation professionnelle d'El Madania	El Madania - Alger
16.3. Centre de formation professionnelle de Ben Aknoun	Les deux bassins - Ben Aknoun
16.4. Centre de formation professionnelle de Birkhadem	Route Nationale - Birkhadem
16.5. Centre de formation professionnelle de Bordj El Bahri	Rue Bel Air - Bordj El Bahri
16.6. Centre de formation professionnelle d'El Harrach	45, Rue Malika Gaid - El Harrach
16.7. Centre de formation professionnelle d'El Harrach	Cité Mohammadia (ex-Lavigerie)
16.8. Centre de formation professionnelle de la Cité la Montagne	Hussein Dey
16.9. Centre de formation professionnelle de Bologhine Ibnou Ziri	20, Avenue Ziar Abdelkader - Bologhine Ibnou Ziri
16.10. Centre de formation professionnelle féminin de Bab El Oued	66 Avenue Colonel Lotfi - Bab El Oued
16.11. Centre de formation professionnelle de Bab El Oued	Rue Léon Roche - Bab El Oued
16.12. Centre de formation professionnelle polyvalent de Bouzaréah	Bouzaréah
16.13. Centre de formation professionnelle de Staouéli	Staouéli
16.14. Centre de formation professionnelle de El Marsa	El Marsa (Commune Aïn Taya)
16.15. Centre de formation professionnelle d'Aïn Taya	Aïn Taya
16.16. Centre de formation professionnelle de Zemmouri	Zemmouri
16.17. Centre de formation professionnelle de Draria	Draria
17 — WILAYA DE DJELFA	
17.1. Centre de formation professionnelle de Djelfa I	Djelfa
17.2. Centre de formation professionnelle de Djelfa II	Djelfa
17.3. Centre de formation professionnelle d'Aïn Oussera	Aïn Oussera
18 — WILAYA DE JIJEL	
18.1. Centre de formation professionnelle de Jijel	Impasse Rahima - Jijel
18.2. Centre de formation professionnelle d'El Milla	El Milla
18.3. Centre de formation professionnelle de Taher	Taher
18.4. Centre de formation professionnelle de Ferdjioua	Ferdjioua

A N N E X E (Suite)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
19 — WILAYA DE SETIF	
19.1. Centre de formation professionnelle de Sétif	Cité Bel Air - Sétif
19.2. Centre de formation professionnelle de Bordj Bou Arréridj	Faubourg Tarik Ibn Ziad - Bordj Bou Arréridj
19.3. Centre de formation professionnelle d'El Eulma	19, Rue Habiche Abdelaziz - El Eulma
19.4. Centre de formation professionnelle de Tinar	Tinar (Sétif)
19.5. Centre de formation professionnelle de Aïn Kébira	Aïn Kébira
19.6. Centre de formation professionnelle d'Aïn Oulmène	Aïn Oulmène
19.7. Centre de formation professionnelle de Ras El Oued	Ras El Oued
20 — WILAYA DE SAIDA	
20.1. Centre de formation professionnelle de Saïda	Cité Amrous - Saïda
20.2. Centre de formation professionnelle féminin de Saïda	Cité administrative - Saïda
20.3. Centre de formation professionnelle d'El Bayadh	El Bayadh
20.4. Centre de formation professionnelle de Aïn Sefra	Aïn Sefra
21 — WILAYA DE SKIKDA	
21.1. Centre de formation professionnelle féminin de Skikda	Avenue Bachir Boukhadoun - Skikda
21.2. Centre de formation professionnelle de Collo	Collo
21.3. Centre de formation professionnelle d'Azzaba	Azzaba
22 — WILAYA DE SIDI BEL ABBES	
22.1. Centre de formation professionnelle de Sidi Bel Abbès	Cité Adim Fatima - Sidi Bel Abbès
22.2. Centre de formation professionnelle féminin de Sidi Bel Abbès	Sidi Bel Abbès
22.3. Centre de formation professionnelle d'Aïn Témouchent	Aïn Témouchent
22.4. Centre de formation professionnelle de Ben Badis	Ben Badis
22.5. Centre de formation professionnelle de Sfisef	Sfisef
22.6. Centre de formation professionnelle du Rocher	Route d'Oran - Sidi Bel Abbès
22.7. Centre de formation professionnelle de Télagh	Télagh
22.8. Centre de formation professionnelle de Hammam Bou Hadjar	Hammam Bou Hadjar

A N N E X E (Suite)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
23 — WILAYA DE ANNABA	
23.1. Centre de formation professionnelle Didouche Mourad	Cité Didouche Mourad - Annaba
23.2. Centre de formation professionnelle féminin de Annaba	Cité Didouche Mourad - Annaba
23.3. Centre de formation professionnelle polyvalent d'Annaba	Cité Belaïd Belkacem - Annaba
23.4. Centre de formation professionnelle de Dréan	Dréan
23.5. Centre de formation professionnelle féminin de Annaba	Annaba
23.6. Centre de formation professionnelle d'Oued Kouba	Oued Kouba
23.7. Centre de formation professionnelle d'El Kala	El Kala
24 — WILAYA DE GUELMA	
24.1. Centre de formation professionnelle de Guelma	Guelma
24.2. Centre de formation professionnelle de Souk Ahras	Souk Ahras
24.3. Centre de formation professionnelle de Sedrata	Sedrata
24.4. Centre de formation professionnelle d'Oued Zénati	Oued Zénati
25 — WILAYA DE CONSTANTINE	
25.1. Centre de formation professionnelle polyvalent de Constantine	2 Rue Mohamed Loucif Sidi M'elid - Constantine
25.2. Centre de formation professionnelle féminin de Constantine	Sidi Mabrouk Supérieur - Constantine
25.3. Centre de formation professionnelle féminin de Constantine	Constantine
25.4. Centre de formation professionnelle d'El Khroub	El Khroub
25.5. Centre de formation professionnelle de Mila	Mila
25.6. Centre de formation professionnelle d'Aïn Abid	Aïn Abid
25.7. Centre de formation professionnelle de Chelghoum Laïd	Chelghoum Laïd
25.8. Centre de formation professionnelle de Grarem	Grarem
26 — WILAYA DE MEDEA	
26.1. Centre de formation professionnelle de Médéa	Route d'Alger. Quartier Bézlouèche - Médéa
26.2. Centre de formation professionnelle de Ksar El Boukhari	Ksar El Boukhari
26.3. Centre de formation professionnelle de Berrouaghia	Berrouaghia
26.4. Centre de formation professionnelle de Béni Slimane	Béni Slimane

A N N E X E (Suite)

DENOMINATION DU CENTRE	SIEGE DU CENTRE
27 — WILAYA DE MOSTAGANEM	
27.1. Centre de formation professionnelle de Mostaganem	Rue Benanteur Mustapha - Mostaganem
27.2. Centre de formation professionnelle de Relizane	Bd Benâama Mustapha - Relizane
27.3. Centre de formation professionnelle d'Oued Rhiou	Oued Rhiou
27.4. Centre de formation professionnelle de Kalâa	Kalâa
27.5. Centre de formation professionnelle de Zemmoura	Zemmoura
28 — WILAYA DE M'SILA	
28.1. Centre de formation professionnelle de M'sila	M'sila
28.2. Centre de formation professionnelle de Bou Saâda	Bou Saâda
28.3. Centre de formation professionnelle de Sidi Aïssa	Sidi Aïssa
29 — WILAYA DE MASCARA	
29.1. Centre de formation professionnelle de Mascara	Cité Khessibla - Mascara
29.2. Centre de formation professionnelle de Mohammadia	Mohammadia
29.3. Centre de formation professionnelle de Ghrls	Ghrls
29.4. Centre de formation professionnelle de Thighennif	Tighennif
29.5. Centre de formation professionnelle de Sig	Sig
29.6. Centre de formation professionnelle d'El Bordj	El Bordj
30 — WILAYA D'OUARGLA	
30.1. Centre de formation professionnelle d'Ouargla	Ouargla
30.2. Centre de formation professionnelle d'Ouargla	Commune de Ouargla
30.3. Centre de formation professionnelle de Touggourt	Touggourt
31 — WILAYA D'ORAN	
31.1. Centre de formation professionnelle d'Oran-Métaux	Bd Colonel Ben Abderrazak - Oran
31.2. Centre de formation professionnelle d'Oran-Bâtiment	Bd Colonel Ben Abderrazak - Oran
31.3. Centre de formation professionnelle féminin d'Oran	Bd Colonel Ben Abderrazak - Oran
31.4. Centre de formation professionnelle féminin d'Oran	Oran
31.5. Centre de formation professionnelle d'Es Sénla	Es Sénla
31.6. Centre de formation professionnelle de Mers El Kébir	Mer El Kébir
31.7. Centre de formation professionnelle de Misserghin	Misserghin
31.8. Centre de formation professionnelle d'Arzew	Arzew
31.9. Centre de formation professionnelle d'Oued Tlélat	Oued Tlélat

MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

Décret n° 79-17 du 25 janvier 1979 portant création et organisation de la représentation de l'agence nationale télégraphique «Algérie-presse-service» (A.P.S.) au Liban.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'information et de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 67-104 du 7 juillet 1967 portant réorganisation de l'agence nationale télégraphique « Algérie-presse-service » (A.P.S.) ;

Vu l'ordonnance n° 74-25 du 20 février 1974 relative aux représentations des entreprises et établissements publics à l'étranger ;

Vu le décret n° 74-55 du 20 février 1974 relatif aux conditions de recrutement et de rémunération du personnel des représentations des entreprises d'établissements publics à l'étranger ;

Vu le décret n° 74-56 du 20 février 1974 relatif aux dispositions financières applicables aux représentations des entreprises et établissements publics à l'étranger ;

Vu le décret n° 77-73 du 23 avril 1977 portant réorganisation des structures du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé une représentation de l'agence « Algérie-presse-service » au Liban, ci-après désignée « la représentation ».

Art. 2. — La représentation est régie par les dispositions de l'ordonnance n° 74-25 du 20 février 1974 et des décrets n° 74-55 et 74-56 du 20 février 1974 susvisés, ainsi que par les dispositions du présent décret.

Art. 3. — Son siège est fixé à Beyrouth. Il peut être transféré en un autre lieu du territoire libanais par arrêté conjoint du ministre de l'information et de la culture et du ministre des affaires étrangères, sur proposition du directeur général de l'agence « Algérie-presse-service ».

Art. 4. — La représentation est gérée en la forme commerciale.

Chapitre I

Objet

Art. 5. — La représentation de l'agence « Algérie-presse-service » au Liban a pour mission de :

1°) recueillir, traiter, rédiger et transmettre au siège de l'A.P.S. par tous moyens, des informations,

écrites ou visuelles, des commentaires, analyses, études, reportages ou revues de presse destinés à enrichir le service général d'information télégraphique de l'agence, le bulletin économique ou toute autre publication éditée par l'agence ;

2°) recevoir les informations émises par le siège et les distribuer aux organes de presse et autres utilisateurs ;

3°) assurer la liaison entre le siège d'une part et les représentations des autres agences arabes à Beyrouth pour l'échange de services généraux d'information.

Chapitre II

Organisation et fonctionnement

Art. 6. — La représentation est placée sous la tutelle du ministre de l'information et de la culture et sous l'autorité du chef de la mission diplomatique algérienne à Beyrouth.

Elle agit sous la direction technique de l'agence « Algérie-presse-service ».

Le responsable de la représentation correspond directement avec le ministre de l'information et de la culture et la direction générale de l'agence « Algérie-presse-service ».

Il adresse toutefois, copie de ses rapports au chef de la mission diplomatique.

Art. 7. — La représentation est dirigée par un responsable nommé par arrêté du ministre de l'information et de la culture. L'arrêté de nomination reçoit le visa du ministre des affaires étrangères.

Art. 8. — En application de l'article 3 du décret n° 74-55 du 20 février 1974, la nomination du responsable de la représentation est soumise à l'agrément préalable de la Présidence de la République.

Art. 9. — Les conditions de recrutement et de rémunération du personnel de la représentation sont régies par le décret n° 74-55 du 20 février 1974 susvisé ainsi que par les textes pris pour son application.

Art. 10. — L'organisation interne de la représentation est définie par un arrêté du ministre de l'information et de la culture.

Ledit arrêté est communiqué à la Présidence de la République.

Chapitre III

Dispositions financières

Art. 11. — La structure et l'organisation financière de la représentation sont régies par le décret n° 74-56 du 20 février 1974 relatif aux dispositions financières applicables aux représentations des entreprises et établissements publics à l'étranger visé ci-dessus.

Art. 12. — L'exercice comptable de la représentation est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 13. — La comptabilité de la représentation est tenue en la forme commerciale.

La tenue des écritures et le manientement des fonds sont confiés à un agent chargé des fonctions de comptable.

Art. 14. — A la fin de chaque exercice, les comptes de l'exercice clos de la représentation sont adressés avant le 14 février par le responsable de la représentation au ministre de tutelle, au ministre des finances et, sous couvert de la mission diplomatique, au ministre des affaires étrangères.

Les comptes doivent être accompagnés du bilan d'activité défini à l'article 8 du décret n° 74-55 du 20 février 1974 susvisé.

Art. 15. — Le ministre de l'information et de la culture, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 janvier 1979.

Rabah BITAT.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés. — Appels d'offres

MINISTERE DE L'INTERIEUR

WILAYA DE GUELMA

CONSTRUCTION D'UN HOTEL RESTAURANT
A SEDRATA

Opération n° N 6.491.1.142.00.02

Un avis d'appel d'offres est lancé pour la construction d'un hôtel restaurant à Sedrata (wilaya de Guelma).

Les dossiers techniques peuvent être retirés au bureau d'études de la wilaya de Guelma SOTRAG, route de Constantine.

Les soumissions, accompagnées des pièces fiscales réglementaires, devront parvenir au président de l'APC de Sedrata, dans un délai de 30 jours, à compter de la date de publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé pour la réalisation des installations et équipements des lots : plomberie sanitaire et électricité de l'école nationale des travaux publics de Dar El Beida, Alger.

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres, peuvent retirer, contre paiement des frais de reproduction, le dossier de participation auprès du directeur de l'école nationale des travaux publics de Dar El Beida, avenue Mohamed Khémisti, Dar El Beida, Alger.

Les offres, accompagnées des pièces administratives et fiscales exigées par la réglementation en vigueur, devront être adressées au directeur de l'école nationale des travaux publics de Dar El Beida (Alger), sous double pli cacheté avec la mention. « ne pas

ouvrir - soumissions pour l'exécution des lots : Plomberie - sanitaire, poste de transformation, électricité à l'ENTP - Dar El Beida (Alger).

Les offres devront parvenir dans un délai de 30 jours à compter de la date de publication du présent avis, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

MINISTERE DE L'HABITAT
ET DE LA CONSTRUCTION

ENTREPRISE NATIONALE D'ETUDES
ET DE REALISATIONS DES INFRASTRUCTURES
COMMERCIALES
(ENERIC)

Avis de prorogation de délai
de l'appel d'offres n° 6/78

Les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offres national et international n° 6/78, pour la fourniture de :

- Lot n° 1 Matériels d'alimentation en eau et de puisement,
- Lot n° 2 Matériels pour travaux à l'air comprimé,
- Lot n° 3 Matériels de terrassement,
- Lot n° 4 Matériels de transport,
- Lot n° 5 Matériels de levage et de manutention,
- Lot n° 6 Matériels VRD,
- Lot n° 7 Matériels pour la fabrication, le transport et la mise en place des bétons et mortiers,
- Lot n° 8 Matériels de production et de transformation d'énergie,
- Lot n° 9 Matériels d'atelier bois,
- Lot n° 10 Baraquement,

sont informés que la date de réception des offres prévue initialement pour le 14 janvier 1979 à 17 h, est reportée au 31 janvier 1979 à 17 heures.

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'EQUIPEMENT
DE LA WILAYA DE ANNABA**

2ème plan quadriennal

**Construction de 2 lycées et 3 CEM
dans la wilaya de Annaba**

- 1/lycée 1000/300 à Dréan
- 2/lycées 1000/300 à la cité d'El Bouni
- 3/CEM 800/300 à Seraïdi
- 4/CEM 800 à Chbaïta Mokhtar
- 5/CEM 800/300 à El Tarf

Un appel d'offres ouvert est lancé en vue de l'exécution des travaux des constructions citées ci-dessus pour les lots suivants :

- 1) Menuiserie bois
- 2) Menuiserie métallique
- 3) Plomberie - chauffage
- 4) Electricité
- 5) Peinture - vitrerie.

Les entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les dossiers auprès du bureau d'études de la wilaya de Annaba, 12, Bd du 1er novembre 1954, 3ème étage - Annaba.

La date de dépôt des offres est limitée à 21 jours après la publication du présent appel d'offres.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, à savoir :

- certificat de qualification professionnelle,
- attestation fiscale ;
- attestation de la caisse de sécurité sociale,
- attestation de la caisse des congés payés,

devront parvenir au directeur de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Annaba, bureau des marchés, 12, Bd du 1er novembre 1954 - 2ème étage.

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'EQUIPEMENT
DE LA WILAYA DE ANNABA**

**Objet : Etudes et réalisations de 6 ouvrages d'art
situés sur le périmètre de la ville de Annaba.**

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé en vue de l'exécution des travaux d'études et réalisations de 6 ouvrages d'art situés sur le périmètre de la ville de Annaba.

- les plans de situation
- les plans d'implantation

- les plans de pantage
- les plans de profil en long et profil en travers
- les études de sol

Les entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les dossiers auprès de la direction de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Annaba, sous-direction de l'infrastructure et des transports.

Les soumissions peuvent porter sur un seul ou plusieurs ouvrages.

La date de dépôt des offres est limitée à 21 jours après la publication du présent appel d'offres.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, à savoir :

- certificat de qualification professionnelle,
- attestation fiscale,
- attestation de la caisse de sécurité sociale,
- attestation de la caisse des congés payés,

devront parvenir au directeur de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Annaba, bureau des marchés, 12, Bd du 1er novembre 1954, 2ème étage.

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'EQUIPEMENT
DE LA WILAYA DE BECHAR**

Sous-direction de la construction et de l'habitat

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération suivante : agrandissement du CEM PA de Béchar Djedid.

Les candidats intéressés peuvent retirer les dossiers à la direction de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Béchar bureau des équipements collectifs contre paiement des frais de reproduction.

Le délai de proposition est de 21 jours; les soumissions devront parvenir au plus tard le dimanche 11 février 1979 à 18 heures, terme de rigueur, accompagnées des pièces réglementaires obligatoirement.

Elles devront être adressées au directeur de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Béchar, sous double enveloppe dont une portant la mention « appel d'offres » soumission à ne pas ouvrir.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.